

Convention collective nationale
IDCC : 161. – VERRERIE TRAVAILLÉE MÉCANIQUEMENT
AU CHALUMEAU
(13 décembre 1955)

ACCORD DU 17 JANVIER 2012
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA GARANTIS ET AUX PRIMES AU 1^{ER} FÉVRIER 2012
NOR : ASET1250490M
IDCC : 161

Entre :
La CSTITV,
D'une part, et
La FNTVC CGT ;
La fédération chimie CGT-FO ;
La FCE CFDT ;
La fédération chimie CMTE CFTC ;
La CFE-CGC chimie,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Salaires minima garantis mensuels

A compter du 1^{er} février 2012, le salaire minimum garanti mensuel, pour 151,67 heures, est porté à :
(En euros.)

POINT	COEFFICIENT	SALAIRE minimum mensuel
A	125	1 407,50
B	190	1 481,73
C	295	1 936,03
D	660	5 294,03

Au coefficient 125, la valeur est fixée à 9,28 € par heure, soit 1 407,50 € pour 151,67 heures. Puis la formule s'applique jusqu'au coefficient 190.

Du coefficient 205 au coefficient 295, la formule s'applique sur la base du K190 = 1 477,18 €.



Le montant du coefficient 380 est fixé arbitrairement à 3 031 € pour 151,67 heures.

La valeur de point complémentaire reste donc de :

- sur la 1^{re} pente K190-K135 : AB : 1,1420 ;
- sur la 2^e pente K295-K190 : BC : 4,3700 ;
- sur la 3^e pente K660-K295 : CD : 9,2000.

Cela donne les valeurs ci-après :

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM garanti mensuel	TAUX HORAIRE	
100	1 398,37	9,22	Aucun salarié
105	1 398,37	9,22	Aucun salarié
115	1 398,37	9,22	Non spécialisés
125	1 407,50	9,28	Salariés spécialisés
135	1 418,92	9,36	
145	1 430,34	9,43	
155	1 441,76	9,51	Salariés qualifiés
165	1 453,18	9,58	
175	1 464,60	9,66	Salariés hautement qualifiés
190	1 481,73	9,77	
205	1 542,73	10,17	 Agents de maîtrise Techniciens
215	1 586,43	10,46	
230	1 651,98	10,89	
250	1 739,38	11,47	
265	1 804,93	11,90	
295	1 936,03	12,76	
315	2 120,03	13,98	 Cadre débutant Cadre confirmé
330	2 258,03	14,89	
345	2 396,03	15,80	
380	3 031,00	19,98	
440	3 270,03	21,56	
550	4 282,03	28,23	
660	5 294,03	34,90	
880	NC	NC	Cadres dirigeants

Article 2

Prime d'ancienneté

Les valeurs ci-dessous sont annuelles versées mensuellement, calculées sur la base de 151,67 heures par mois pour un salaire minimum professionnel de 2,90 €.

	3 %	6 %	9 %	12 %	15 %
125	197,93	395,86	593,79	791,72	989,65
135	213,76	427,53	641,29	855,05	1 068,82
145	229,60	459,20	688,79	918,39	1 147,99
155	245,43	490,86	736,30	981,73	1 227,16
165	261,27	522,53	783,80	1 045,07	1 306,33
175	277,10	554,20	831,30	1 108,40	1 385,51
190	300,85	601,71	902,56	1 203,41	1 504,26
205	324,60	649,21	973,81	1 298,42	1 623,02
215	340,44	680,88	1 021,32	1 361,75	1 702,19
230	364,19	728,38	1 092,57	1 456,76	1 820,95
250	395,86	791,72	1 187,58	1 583,43	1 979,29
265	419,61	839,22	1 258,83	1 678,44	2 098,05
295	467,11	934,23	1 401,34	1 868,45	2 335,57

Exemple de calcul :

$$K125 - 3 \text{ ans d'ancienneté} = 2,90 \times 1,25 \times 151,67 \times 3 \% \times 12 = 197,93 \text{ €}$$

Article 3

Prime de panier

La valeur de la prime de panier est fixée à 1,5 fois le minimum garanti légal, soit 5,16 €.

Article 4

Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Les partenaires sociaux au niveau de la branche réaffirment qu'il ne doit pas exister d'écarts de rémunération entre les femmes et les hommes, à situation égale. Un début de négociation dans l'optique de la signature d'un accord de branche sera prévu au cours de l'année 2012.

Article 5

Prévoyance collective complémentaire

Les signataires s'engagent à négocier au cours de l'année 2012 sur la mise en place d'une prévoyance capital décès et invalidité avec participation de l'employeur sur la base d'un plancher minimum.

Article 6

Sécurisation

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il ne peut être dérogé, dans un sens défavorable au salarié, à l'une des présentes dispositions.

Le présent accord entrera en vigueur à partir du 1^{er} février 2012 pour les entreprises adhérentes à la chambre syndicale de la transformation industrielle du tube de verre.

Néanmoins, les présentes dispositions seront applicables à compter de la publication au *Journal officiel* de l'arrêté portant son extension, pour les entreprises non adhérentes à la chambre syndicale de la transformation industrielle du tube de verre. Les parties signataires demandent l'extension

en urgence auprès du ministère du travail en référence à la circulaire Fillon relative aux dates communes d'entrée en vigueur des normes concernant les entreprises (*Journal officiel* du 24 mai 2011).

Le présent accord pourra être dénoncé conformément aux dispositions légales. Un préavis de 3 mois devra être respecté. La dénonciation sera notifiée par son auteur aux autres parties signataires et donnera lieu à dépôt conformément à l'article L. 2231 du code du travail. A défaut de la conclusion d'un nouvel accord collectif, les dispositions du présent texte resteront applicables pendant une durée de 12 mois à compter de la fin du préavis.

Article 7

Dépôt

Le présent accord sera déposé en deux exemplaires à la direction générale du travail, au service des relations et conditions de travail, conformément aux dispositions des articles L. 2231-5 et D. 2231-2 du nouveau code du travail.

Un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Un exemplaire sera remis aux organisations syndicales concernées.

Fait à Paris, le 17 janvier 2012.

(Suivent les signatures.)